



NATIONS UNIES  
 CONSEIL  
 ECONOMIQUE  
 ET SOCIAL



Distr.  
 GENERALE  
 E/2233  
 27 mai 1952  
 FRANCAIS  
 ORIGINAL : RUSSE

DOCUMENTS  
 INDEX UNIT **MASTER**

Quatorzième session  
 Point 19 de l'ordre du jour

28 MAY 1952



STUPEFIANTS

TEXTE D'UNE DECLARATION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
 DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Déclaration distribuée à la demande de la délégation de l'Union des  
 Républiques socialistes soviétiques

Le rapport dont le représentant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a fait état, le 5 mai 1952, à une séance de la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social des Nations Unies, rapport qui calomnie le Gouvernement de la République populaire de Chine en prétendant que celui-ci se livre à la vente illicite d'héroïne au Japon, est inventé de toutes pièces. Nul n'ignore que les maux et la misère dont a souffert le peuple chinois du fait des agresseurs étrangers qui, pendant plus de cent ans ont importé de vive force en Chine de l'opium et d'autres stupéfiants, ont provoqué depuis longtemps l'aversion et la haine violente du peuple chinois. Dès sa constitution, le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a adopté et suivi résolument une politique qui tend à interdire rigoureusement l'usage de l'opium et des autres stupéfiants.

Le 24 février 1950, le Conseil administratif national du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a édicté un "Décret interdisant l'usage de l'opium à fumer". Le 1er novembre de la même année, le Ministère de la santé publique du Gouvernement central du peuple a publié un "Décret instituant des mesures temporaires relatives au contrôle des stupéfiants". En conséquence, toute vente d'opium ou d'autres stupéfiants est illicite dans la Chine nouvelle. Quant à l'affirmation selon laquelle de l'héroïne aurait été vendue au Japon, il s'agit d'une calomnie pure et simple dirigée contre la Chine nouvelle. C'est, au contraire, le Gouvernement

japonais qui, dans le passé, s'est livré à la vente d'héroïne en Chine et a suivi une politique tendant à répandre l'usage des stupéfiants. A l'heure actuelle, c'est précisément le Gouvernement des Etats-Unis qui perpétue en Asie l'ancienne politique militariste du Japon. Il suffit de citer, à titre d'exemple, le cas de la Corée du Sud, qui se trouve sous l'autorité des forces armées des Etats-Unis d'Amérique. D'après les renseignements contenus dans l'Annuaire de la Corée pour l'année 1950, on encourage ouvertement la vente de l'opium en Corée du Sud depuis le débarquement des forces armées américaines dans ce territoire, c'est-à-dire depuis septembre 1945. Depuis cette époque, on rencontre partout en Corée du Sud des personnes fumant l'opium. Sur l'ensemble du territoire de la Corée du Sud, pendant la brève période allant de septembre 1945 à la fin de 1948, 210.000 personnes sont devenues de véritables toxicomanes. Dans la seule ville de Séoul, on compte plus de 80.000 toxicomanes.

L'accusation calomnieuse proférée contre la République populaire de Chine par le représentant du Gouvernement des Etats-Unis, à la séance de la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social, est un mensonge éhonté par lequel le Gouvernement des Etats-Unis tente de dissimuler qu'il s'efforce systématiquement de répandre l'usage des stupéfiants. C'est surtout depuis que l'opinion mondiale a énergiquement condamné la guerre bactérienne, déclenchée par les forces d'agression américaines en vue de nuire aux peuples chinois et coréen, que le Gouvernement des Etats-Unis cherche à détourner l'attention du monde entier en diffusant des nouvelles inventées de toutes pièces. Mais une telle tentative ne peut réussir et les honnêtes gens de tous les pays ne se laisseront pas induire en erreur.

Le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine et le peuple chinois tout entier protestent formellement contre le rapport mensonger, dirigé contre la Chine, dont le représentant du Gouvernement des Etats-Unis a fait état à la séance de la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social des Nations Unies. Les machinations du Gouvernement des Etats-Unis que ce document mensonger vise à dissimuler, sont vouées à un échec certain.

Texte transmis par l'Agence Sin-Houa  
Pékin, le 19 mai 1952.

-----